



**Réponse d'Uniper à la Consultation publique du 27 mars 2019 n°2019-006
relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de
transport de gaz naturel de GRTGAZ et TEREGA**

Question 1 Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement ?

Uniper partage le bilan fait par la CRE, et souligne que les décisions de localisation des CCCG suivant la mise en place de l'offre IAPC ont concouru à optimiser le dimensionnement du réseau gazier français.

Question 16 Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Uniper est favorable au maintien de ces principes.

Question 17 Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

Uniper est favorable à cette baisse.

Question 19 Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

Uniper n'est pas favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités.

Le reversement de pénalités au CRPC va bénéficier à l'ensemble de consommateurs et pas seulement aux « bon élèves ».

Question 20 Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?

Uniper est défavorable à la suppression de l'offre IAPC.

Cette offre a été mise en place afin d'orienter les décisions d'investissement des CCCG et d'éviter un renforcement du réseau de GRTgaz, et a donc engendré des économies dans les coûts de réseau. Ces économies se matérialisant toujours aujourd'hui, il n'est pas légitime de revenir sur l'offre pour les CCCG qui les a permises.

Une telle suppression aurait pour effet une augmentation extrêmement importante des coûts fixes des centrales concernées. Alors que le bilan prévisionnel de RTE démontre les très faibles marges de manœuvre en matière de sécurité d'approvisionnement, Uniper alerte sur les conséquences d'une décision qui dégradera lourdement l'équilibre économique de moyens indispensables au système électrique français.

L'argument avancé en concertation, selon lequel ces coûts pourraient être récupérés via le mécanisme de capacité ne saurait être retenu pour l'analyse. En effet, le mécanisme de capacité est fondé sur une rémunération au prix marginal. Dès lors, soit les CCCG sont marginales, et la répercussion de ces coûts fixes aurait pour effet le renchérissement du prix de la capacité payé par l'ensemble des consommateurs d'électricité, avec un effet démultiplicateur source de surcoûts ; soit elles ne le sont pas et ne disposent alors d'aucun levier pour couvrir ces coûts via le mécanisme de capacité.

En l'absence de visibilité sur les mécanismes d'interruptibilité rémunérée, il n'y a aucune garantie quant à l'éligibilité des CCCG au dispositif ni a fortiori quant au niveau de rémunération correspondant. Dès lors, le fait que la suppression de l'IAPC soit envisagée en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ne permet absolument pas de lever les réserves d'Uniper sur ce sujet.



En revanche, Uniper n'est pas opposée à ce qu'un chantier de réflexion sur les conditions d'interruption des CCCG bénéficiant de l'offre IAPC soit ouvert. La CRE justifie en effet son souhait de supprimer l'IAPC par le fait que GRTgaz n'a jamais activé l'interruption des centrales.

Ce constat appelle sans doute à une réflexion transverse sur l'articulation de la sécurité d'approvisionnement en gaz et en électricité et sur le rôle particulier des CCCG à l'interface entre les deux. Un tel travail n'aurait pas de lien direct avec

l'élaboration de l'ATRT 7 et pourrait donc être envisagé dans un calendrier qui ne soit pas contraint par l'échéance du 1^{er} avril 2020.

Question 21 Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

Uniper est défavorable à la suppression du terme de proximité. Ce terme permet aux consommateurs proches des points d'entrée du gaz de se voir légitimement répercuter l'avantage lié aux faibles coûts de réseau qu'ils génèrent.

Question 23 Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

De manière générale, Uniper n'est pas favorable à une extension de l'assiette de compensation stockage aux sites transport, et considère qu'une révision du périmètre des actifs de stockage régulés, en cohérence avec le dimensionnement retenu pour le critère de sécurité d'approvisionnement, serait un levier plus approprié pour faire baisser le coût du stockage de gaz pour les consommateurs.

S'agissant du dispositif d'interruptibilité, Uniper sera vigilante à ce que ses paramètres ne soient pas défavorables aux CCCG ; un dispositif conduisant à des interruptions trop fréquentes aurait un impact négatif pour les sites visés, s'il conduisait les CCCG à faire face à un risque de perte d'opportunités économiques sur de nombreuses occurrences.

En tout état de cause, si cette extension devait intervenir, la mise en œuvre d'un dispositif permettant aux consommateurs interruptibles d'en être exonérée serait un prérequis naturel.

L'option envisagée par GRTgaz, à savoir la mise en place d'une offre tarifaire reprenant les principes du dispositif d'interruptibilité si celui-ci n'était pas mis en place au 1^{er} avril 2020, n'offre pas suffisamment de garantie d'un point de vue juridique. Uniper n'est donc pas favorable à ce qu'une telle offre serve de véhicule pour l'exonération de sites transport.

Question 24 Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Uniper est favorable à l'envoi d'un signal économique permettant d'optimiser la localisation des installations de production de biométhane.

Uniper relève que ces principes sont cohérents avec ceux ayant présidé à la mise en place de l'offre IAPC.